

De la justice aux universités, ces piliers de

POUVOIR Le président Donald Trump a beau célébrer le succès d'un cessez-le-feu très fragile qu'il a réussi à imposer à Israël et au Hamas, sa politique intérieure saborde ce qui a fait la force des Etats-Unis. Etat des lieux, après que près de 7 millions d'Américains ont protesté contre l'administration républicaine le week-end dernier

STÉPHANE BUSSARD

«Quand le gouvernement craint le peuple, il y a liberté. Quand le peuple craint le gouvernement, il y a tyrannie.» Neuf mois après le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les propos du troisième président des Etats-Unis, Thomas Jefferson, résonnent fortement au sein de la société américaine.

Chez les démocrates, mais aussi chez des électeurs du milliardaire de Mar-a-Lago déçus par la tournure de la présidence Trump. Motif? Le 47e président des Etats-Unis est en train de saper nombre de fondements qui ont constitué la charpente de la démocratie états-unienne. Donald Trump ne connaît aucune limite et ne s'embarrasse pas des poids et contrepoids qui ont donné au pays une réputation de démocratie solide bien qu'imparfaite. Aujourd'hui, même si la base MAGA (Make America Great Again) paraît encore acquise à l'occupant du Bureau ovale, ceux qui dénoncent la guerre culturelle menée par la Maison-Blanche et la direction autoritaire que prend la gouvernance des Etats-Unis sont un peu plus nombreux. Pour prendre la pleine mesure de ce que plusieurs experts et historiens décrivent désormais comme la «destruction» de la démocratie américaine, *Le Temps* a choisi quelques domaines qui l'illustrent.

■ Effondrement de l'indépendance de la justice
Le philosophe et révolutionnaire américain d'origine britannique Thomas Paine estimait que l'une des forces des Etats-Unis, comparé à l'Angleterre colonisatrice, c'était d'avoir un principe qui semblait coulé dans le bronze: «En Amérique, la loi est reine.» Aujourd'hui, c'est le président

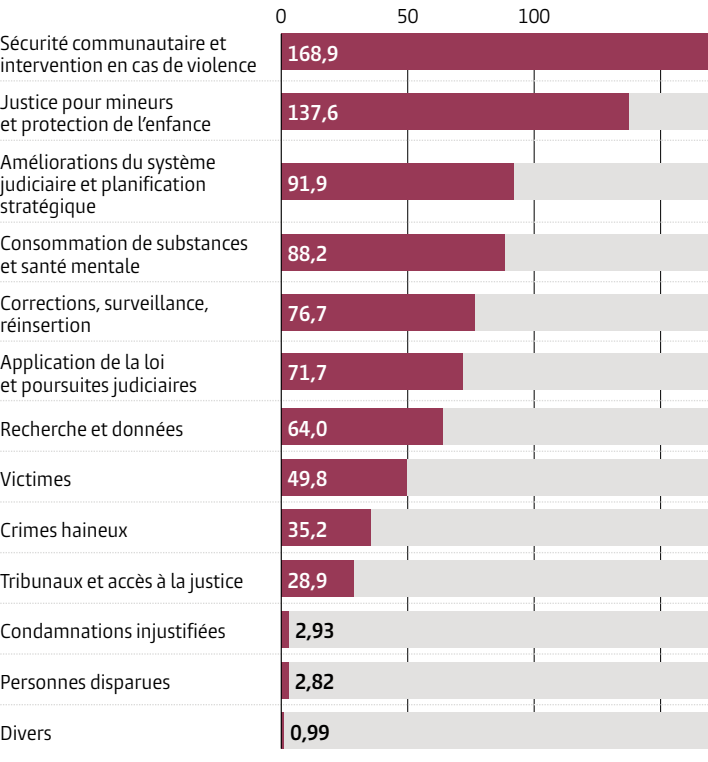
qui veut agir comme un roi sans considération pour l'indépendance de la justice. Ancienne procureure fédérale de Californie nommée à l'époque par le président républicain George W. Bush, Carol Lam est catégorique: «Nous n'avons jamais vu un tel degré d'interférence [de la Maison-Blanche] dans le travail quotidien des procureurs. C'est l'esprit de vengeance qui justifie des inculpations et qui contamine toute la justice. Il semble que cette politique n'a pas de limites.» L'inculpation de l'ex-chef du FBI

James Comey, un «ennemi» de Donald Trump, est un exemple flagrant de la volonté de la Maison-Blanche d'utiliser le DoJ comme arme contre ses détracteurs. L'ancien patron du Federal Bureau of Investigation est dans le collimateur du milliardaire de Mar-a-Lago depuis qu'il avait ouvert une enquête, dans le cadre de la présidentielle de 2016, sur l'ingérence russe qui avait profité au républicain au détriment de la démocrate Hillary Clinton.

Début octobre, l'administration Trump a viré l'un des procureurs les plus en pointe en matière de sécurité nationale, Michael Ben' Ary. Ce dernier a été lui-même accusé à tort par une activiste trumpiste d'être proche de James Comey. Ben' Ary ne voyait aucune raison d'inculper l'ex-patron du FBI. Le DoJ l'a remplacé par une avocate de Trump sans la moindre expérience dans le domaine. Le 9 octobre, c'est la procureure générale de New York, Letitia James, qui a été inculpée, quelques jours seulement après que Donald Trump eut appelé le DoJ à agir dans ce sens. Ce dernier menace désormais d'inculper tous les Américains critiques de Trump en les considérant comme des personnes «incitant à la haine».

DEPUIS JANVIER, PRÈS DE 400 SUBVENTIONS ONT ÉTÉ ANNULÉES

Interruption des financements du Bureau des programmes judiciaires du ministère de la Justice américain, par thème, en millions de dollars



Source: Council on Criminal Justice • Les valeurs représentées ici sont celles des subventions sur la totalité du projet. Graphique: Kylian Marcos/Le Temps

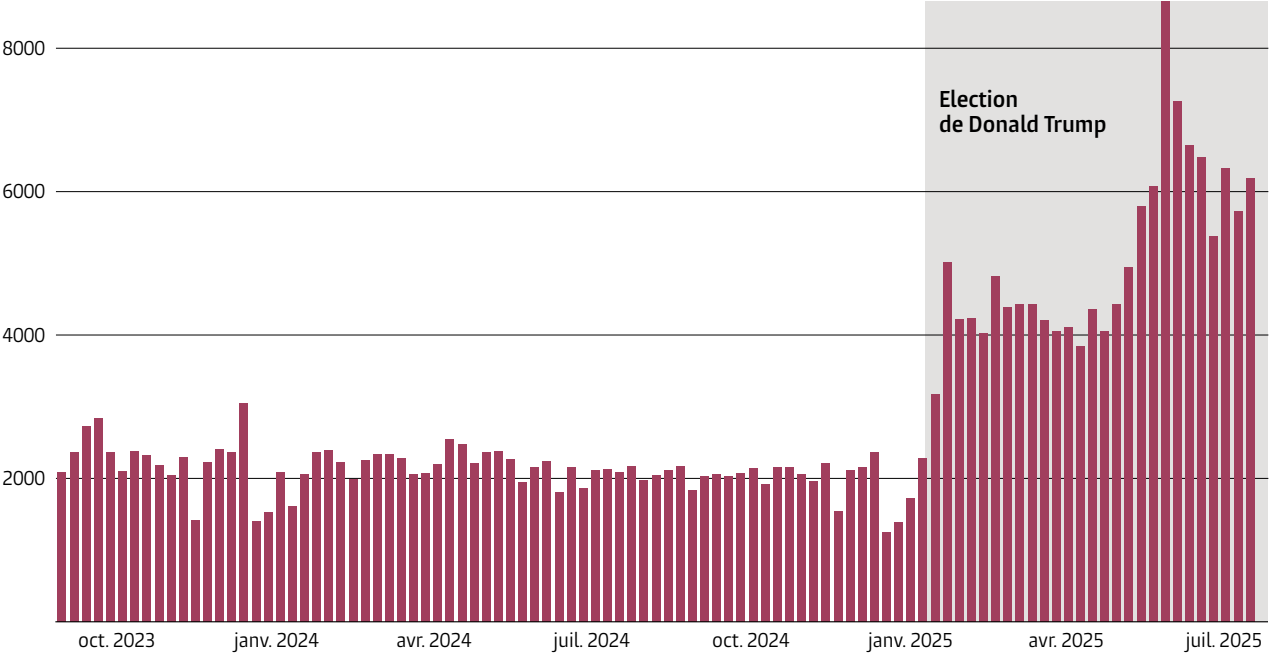
MAIS ENCORE

Artillerie

Un véhicule des forces de l'ordre a été accidentellement touché en Californie par un éclat d'obus provenant d'un projectile d'artillerie tiré lors d'une démonstration militaire, à l'occasion du 250e anniversaire du Corps des Marines auquel assistait le vice-président américain J. D. Vance, a indiqué hier la police. L'incident, qui s'est déroulé samedi, n'a pas fait de blessé, a précisé la police de la route dans un communiqué. L'obus a «explosé prématurément en plein vol». «Il s'agit d'une situation inhabituelle et préoccupante», a estimé Tony Coronado un des chefs de la police de la route, ajoutant qu'il est «extrêmement rare que des activités d'entraînement avec munitions réelles ou explosifs aient lieu au-dessus d'une autoroute en service». (AFP)

LES ARRESTATIONS MENÉES PAR L'ICE S'ENVOLENT

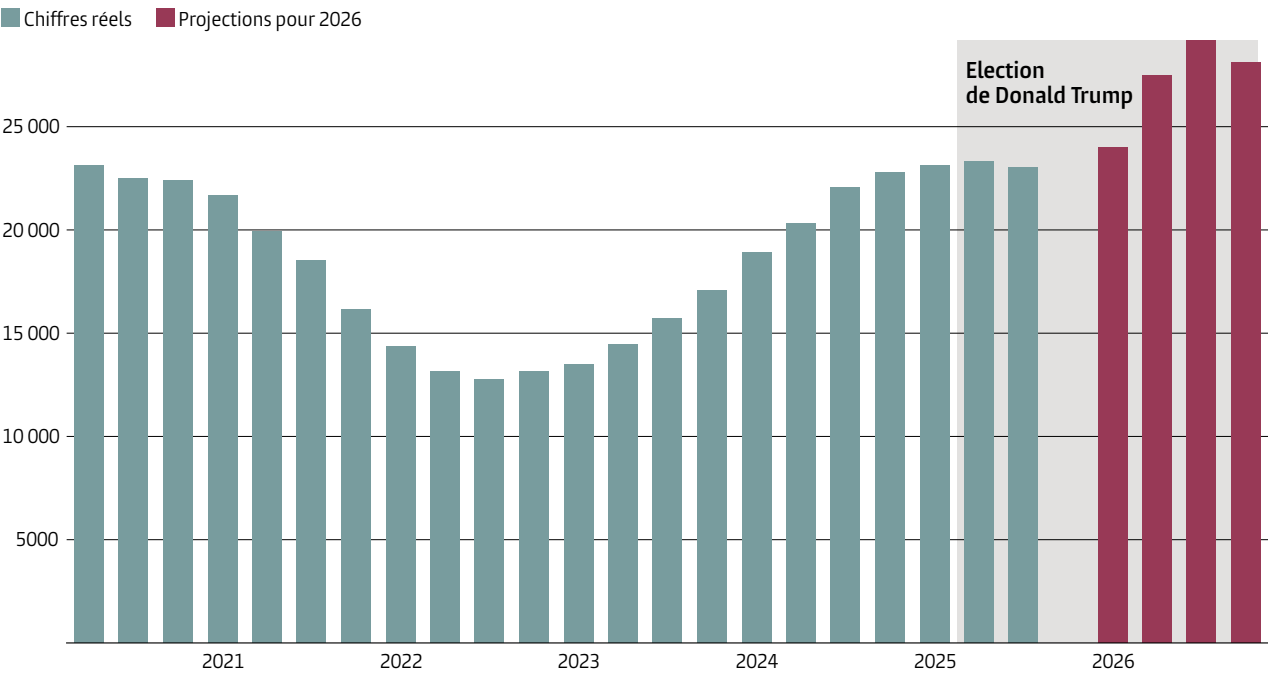
Nombre d'arrestations par semaine des services de l'immigration et des douanes



Les chiffres sont compilés par le Deportation Data Project. Graphique: Kylian Marcos/Le Temps

LES FAILLITES D'ENTREPRISES RETROUVENT LEURS NIVEAUX DU COVID, AVANT DE S'ENVOLER?

Nombre de faillites par trimestre depuis 2020 et projections pour 2026



Les données de faillites proviennent du Bureau administratif des tribunaux américains. Les projections sont issues de Trading Economics. Graphique: Kylian Marcos/Le Temps

Sont dans le viseur trumpien des donateurs démocrates et ONG proches d'eux, la fondation du milliardaire et philanthrope George Soros, voire le sénateur démocrate de Californie, Adam Schiff, qui avait mené la première procédure de destitution du président Trump en 2019. Autre cible. Lisa Cook, une gouverneure de la Réserve fédérale que Donald Trump veut virer pour ne pas être favorable à une baisse des taux de la banque centrale américaine. Même le faucon républicain John Bolton, conseiller à la Sécurité nationale dans la première administration Trump, devenu très critique de l'actuel président, n'est pas épargné. Il vient d'être inculpé par une cour fédérale du Maryland, accusé d'avoir violé la loi en matière de conservation d'archives.

Au DoJ, nombre de juristes et professionnels de carrière sont choqués. Plus de 40 procureurs ont été licenciés, notamment ceux qui ont enquêté sur l'insurrection du 6 janvier 2021 contre le Capitole provoquée par le président Trump. Adam Schiff lui-même le déclare au *Washington Post*: «On n'a jamais vu une chose pareille. Nixon avait sa liste d'ennemis, mais ce n'était pas aussi étendu et flagrant que ça, à savoir qu'il (Donald Trump) a exigé devant tout le pays que le DoJ orchestre une chasse à ses ennemis.» Dans une lettre récemment publiée par d'ex-collaborateurs

du Département de la justice, 282 d'entre eux écrivent: «De procureurs à agents spéciaux, d'analystes des renseignements à juges de l'immigration en passant par des avocats des droits civiques, nous avons tous accompli notre devoir fidèlement, quelle que fût la personne occupant la Maison-Blanche. Nous l'avons fait jusqu'à ce que ce ne fût plus possible.» Ils déplorent désormais le départ du DoJ de plus de 5000 collaborateurs.

■ Fragilisation de l'économie

La croissance du PIB américain demeure soutenue, mais elle est surtout portée par la bulle autour de l'intelligence artificielle. Sans elle, les Etats-Unis seraient sans doute en récession. La guerre commerciale que l'administration Trump a déclarée à une bonne partie de la planète n'a pas produit jusqu'ici de résultats probants. Commentateur économique au *Financial Times*, Martin Wolf est catégorique: «L'effet net des taxes douanières et de la loi Big Beautiful Bill sur le déficit budgétaire est proche de zéro.» Les taxes douanières ont frappé de plein fouet de nombreuses PME. La politique tarifaire de la Maison-Blanche a un objectif: compenser la baisse fiscale massive provoquée par la méga-loi budgétaire Big Beautiful Bill. Mais, paradoxe, le président américain envisage d'uti-

liser une partie des gains obtenus grâce aux droits de douane pour indemniser les agriculteurs américains durement touchés par... les taxes douanières. Son administration pourrait leur verser entre 10 et 14 milliards de dollars.

«Grâce à chaque nouvelle vague d'arrivants sur cette terre d'opportunités, nous sommes une nation à jamais jeune»

RONALD REAGAN, ANCIEN PRÉSIDENT

Rien d'étonnant. De janvier à août 2025, les exportations de soja américain vers la Chine s'élevaient à un peu plus de 200 millions de boisseaux. Durant la même période en 2024, elles se chiffrèrent encore à un milliard de boisseaux. Aux producteurs américains de soja ont succédé des producteurs brésiliens, qui ont exporté plus de 2 milliards de boisseaux les huit premiers mois de cette année. Les agriculteurs états-unien, en état de panique, connaissent le

même type de problème avec le maïs, le blé, le sorgho et le coton.

Leur situation s'est même aggravée en raison d'un autre facteur: le démantèlement de l'Usaid, l'agence d'aide au développement. Jusqu'ici, ces mêmes agriculteurs assuraient environ 40% de l'aide alimentaire mondiale. En 2020, le gouvernement américain leur achetait pour près de 2 milliards de dollars de nourriture. Selon une étude d'Oxnard, les expulsions de clandestins par ICE (Service de l'immigration et des douanes) ont réduit la main-d'œuvre agricole de 20 à 40% et causé des pertes se chiffrant jusqu'à 7 milliards de dollars. Selon Martin Wolf, la politique trumpienne d'industrialisation à travers une politique tarifaire agressive ne marchera pas. Par le passé, cette politique avait échoué tant en Inde que dans des pays d'Amérique latine.

Enfin, nombre d'économistes craignent une apocalypse financière. Si l'indépendance de la Réserve fédérale devait disparaître sous les coups de boutoir de Donald Trump, c'est tout le système financier international qui sera chamboulé. La perte de confiance dans la Fed, dans la dette américaine et dans le dollar risque d'avoir des répercussions dévastatrices pour l'économie américaine. L'avantage que procurait à l'Amérique la domination du système financier international pourrait se volatiliser.

l'Amérique qui vacillent

■ Immigration: la fin d'un modèle?

Lors de son dernier discours présidentiel, Ronald Reagan avait déclaré en 1989: «Nous dirigeons le monde parce que, uniques parmi les nations, nous tirons notre peuple – notre force – de chaque pays et de chaque recoin de la planète. Et ce faisant, nous renouvelons et enrichissons continuellement notre nation. [...] Grâce à chaque nouvelle vague d'arrivants sur cette terre d'opportunités, nous sommes une nation à jamais jeune, toujours débordante d'énergie et d'idées nouvelles, et toujours à l'avant-garde, guidant sans cesse le monde vers de nouvelles frontières.» En 1986, Ronald Reagan avait régularisé 3 millions de sans-papiers. Les Etats-Unis ont toujours été un pays d'immigration. Le rêve américain s'inscrivait dans cette dynamique. Aujourd'hui, l'administration Trump a fait de la chasse aux migrants illégaux et même légaux sa marque de fabrique. A la frontière, l'arrivée de migrants a fortement chuté, un fait qui satisfait l'électorat MAGA. Avec l'aide des républicains du Congrès, le Service de l'immigration et des douanes dispose désormais d'un budget de plus de 170 milliards de dollars. C'est davantage que la plupart des budgets militaires de la planète, à l'exception des grandes puissances. La brutalité des raids menés dans des usines, supermarchés et dans la rue par des hommes cagoulés d'ICE choque même ceux qui souhai-

«La science et l'expertise ont cédé le pas à l'idéologie et à la désinformation»

D'ANCIENS ADMINISTRATEURS DE LA SANTÉ PUBLIQUE

taient une politique migratoire plus dure. Le National Immigration Law Center, l'une des principales organisations plaidant pour une immigration humaine et juste, le souligne: «La stratégie [de l'administration] est claire: cultiver tant de souffrance et de peur, par la violence réelle et la menace, que les immigrés choisissent d'abandonner leur communauté et leur vie aux Etats-Unis.» Les étudiants étrangers sont aussi visés, nombre de visas leur ayant été refusés ou révoqués. Les entreprises américaines, y compris la Big Tech, devront payer 100 000 dollars pour faire venir un spécialiste étranger avec un visa professionnel H-1B. D'un point de vue économique, le président George W. Bush s'en était rendu compte. L'immigration est une réponse au manque de travailleurs aux Etats-Unis. Il avait ouvert grand les vannes dans les années 2000. L'administration Trump ne semble pas s'en préoccuper. Elle mène des descentes d'agents d'ICE un peu partout dans le pays. Or, les secteurs de l'agriculture et de la construction sont très dépendants de cette force de travail. Quelque 2,5 millions de travailleurs agricoles sont engagés chaque année pour les récoltes. La plupart sont Mexicains. Certains bénéficient d'un visa de saisonnier. Et 1,7 million d'autres sont installés aux Etats-Unis, dont la moitié à peu près sans permis de résidence. Le même nombre de travailleurs étrangers est employé dans l'industrie de transformation. Selon le Bureau des statistiques du travail, la main-d'œuvre agricole a chuté de 155 000 individus (7% du

total) entre mars et juillet de cette année. La force de travail faite d'immigrants légaux ou illégaux a diminué d'un million entre janvier et juin, atteignant son plus bas niveau depuis les années 1960. Dans le comté de Tioga, en Pennsylvanie, qui a voté à 75% pour Trump, nombre de paysans désespèrent. Ils ne trouvent plus les travailleurs pour accomplir les tâches agricoles. Dans la vallée Centrale de Californie, grenier des Etats-Unis, des récoltes sont laissées à l'abandon, faute de travailleurs. Or, 45% des employés dans l'agriculture, la pêche et la sylviculture sont des migrants. Le secteur de la construction emploie 34% de migrants. Dans des Etats comme la Californie, le Texas, le New Jersey, la Floride, la Géorgie et New York, ce pourcentage monte à 50%. Ce secteur contribue à hauteur de 4,5% au PIB américain. 61% des plâtriers et 52% des charpentiers sont étrangers. La politique d'expulsion massive de travailleurs clandestins exacerbe l'actuelle pénurie dans ces métiers du bâtiment.

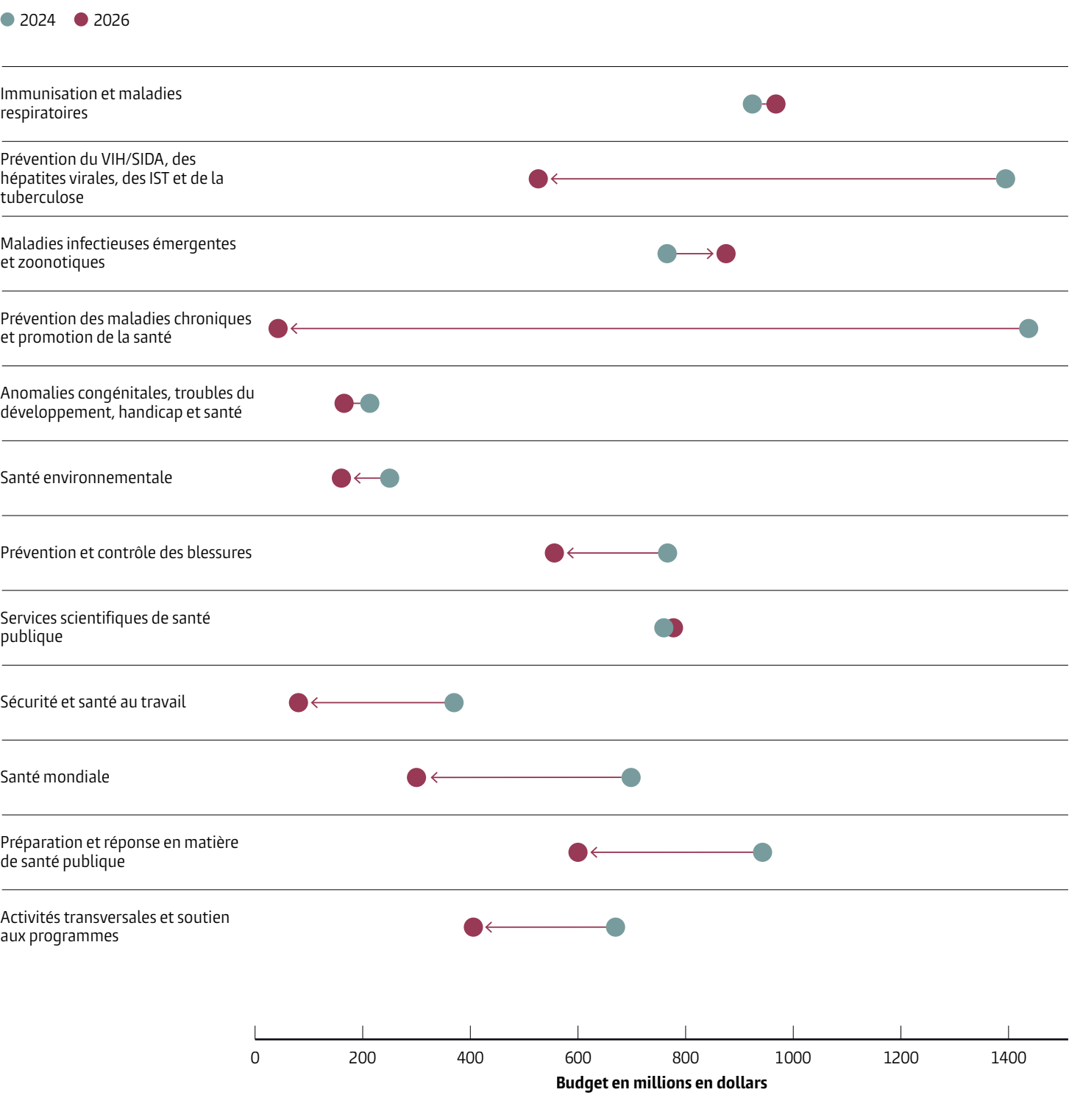
■ Un système de santé au bord du gouffre

Le système de santé américain est au bord de l'effondrement. Il est au cœur du bras de fer entre républicains, qui dominent tant le Congrès que la Maison-Blanche, et démocrates. Ces derniers refusent de financer le gouvernement tant qu'aucune négociation n'aura eu lieu sur le maintien du système de santé. Sans accord, les primes d'assurance maladie vont au minimum doubler. Le constat est aggravé par l'adoption par le Congrès de la très trumpienne loi budgétaire Big Beautiful Bill, qui va sabrer drastiquement dans la couverture médicale pour les plus démunis et les handicapés, Medicaid. Entre 12 et 17 millions d'Américains risquent de perdre ainsi leur couverture médicale. Des hôpitaux pour lesquels le financement de Medicaid est crucial pourraient fermer leurs portes. Ironie de la situation: l'extension de Medicaid a été l'un des bénéfices de l'Obamacare, la réforme de la santé du président Barack Obama. Or, les Etats qui en ont le plus bénéficié sont des Etats rouges, républicains.

Le ministre de la Santé de l'administration Trump, Robert F. Kennedy (RFK), fils de l'ex-ministre de la Justice sous Lyndon Johnson, s'en prend directement aux institutions parmi les plus pointues du monde en matière de santé publique: les Centres pour la prévention et le contrôle des maladies (CDC) et les Instituts de santé nationaux (NIH). Les premiers avaient déjà licencié près de 2200 collaborateurs par le passé. Ils en ont limogé quelque 600 supplémentaires. Plus de 30 scientifiques chargés de la veille en matière d'épidémies ont été virés. Parmi eux, des spécialistes de la riposte à des épidémies comme la rougeole, qui a refait son apparition aux Etats-Unis. Aux NIH, 2100 bourses représentant un budget de 12 milliards de dollars ont été annulées. L'une des recherches sur la tuberculose multirésistante à Haïti a été abandonnée. Alors que 40% des Américains devraient à l'avenir être diagnostiqués avec un cancer, l'administration Trump coupe dans la recherche en oncologie. Les NIH étaient l'institution de pointe en la matière. Le budget consacré à la maladie est passé de 7,2 milliards de dollars à 4,5 milliards. Un niveau de financement équivalent à celui d'il y a trente ans. La situation est si délétère que six anciens administrateurs de la santé publique («general sur-

LA MAJORITÉ DES BUDGETS FÉDÉRAUX DE LA SANTÉ SONT RÉDUITS

Variation de budget des centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) entre 2024 et 2026



Le budget de 2024 est validé par le Congrès. Pour 2026, il s'agit d'une proposition faite par le Président Trump, qui doit encore être revue par le Congrès.
Graphique: Kylian Marcos/Le Temps | Sources: CDC Data Project

geons»), œuvrant sous des administrations démocrates et républicaines, se sont fendus d'une lettre pour fustiger la politique du ministre RFK. Sous son règne, expliquent-ils, «la science et l'expertise ont cédé le pas à l'idéologie et à la désinformation.» Pour eux, il «a rejeté la science, induit en erreur le public et compromis la santé des Américains. Le pays mérite un ministre de la Santé qui reconnaît l'intégrité de la science.» Ces ex-responsables jugent RFK inapte à remplir une telle mission.

■ La liberté d'expression et académique sous attaque

La liberté d'expression, protégée par le 1er amendement de la Constitution, est l'un des sacro-saints piliers de la démocratie américaine. Si le mouvement «woke» a sapé certains de ses fondements en refusant la parole à des orateurs conservateurs, les

attaques de l'administration contre ce principe fondamental de la société américaine sont sans commune mesure. L'incarcération de Mahmoud Khalil, un étudiant de masters à l'Université Columbia, pour avoir été l'un des fers de lance des manifestations pro-palestiniennes à l'alma mater new-yorkaise est emblématique de la politique appliquée par l'administration Trump. Elle réplique le projet «Esther» concocté par la Heritage Foundation, un groupe de réflexion ultraconservateur de Washington qui vise à éradiquer tout mouvement pro-palestinien aux Etats-Unis. Le président Donald Trump ne supporte pas ceux qui le critiquent. Il s'est dit ravi du licenciement du comédien Jimmy Kimmel et de la fin du Jimmy Kimmel Show sur ABC, avant que la chaîne ne le réengage. Il avait aussi salué la fin du «Late Show» de Stephen Colbert sur CBS. Deux exemples d'humour grinçant que le chef de la Maison-Blanche exècre. La guerre culturelle menée par Donald Trump frappe frontalement les médias. Le président américain avait déposé en vain une plainte pénale contre le *New York Times* pour obtenir 15 milliards de dommages et intérêts car le quotidien new-yorkais est, selon lui, «l'un des journaux les pires et les plus dégénérés dans l'histoire de notre pays, devenant un véritable porte-voix du Parti démo-

crate représentant la gauche radicale». Trump a aussi attaqué CBS pour avoir, selon lui, trafiqué le montage d'une interview de sa rivale lors de la présidentielle de 2024, Kamala Harris. Contrairement au *New York Times*, CBS a cédé et accepté de payer à Trump 16 millions de dollars. Au Pentagone, dénommé désormais Département de la guerre, de nouvelles règles ont été imposées aux journalistes. Si au départ, ils n'avaient pas le droit, selon le document, de publier des informations non classifiées sans l'approbation du Pentagone, celui-ci a un peu allégé les restrictions, qui demeurent inacceptables pour nombre de reporters. Plusieurs chaînes de télévision ont refusé de signer le document. Leurs journalistes pourraient être considérés, selon les nouvelles règles, comme des «risques sécuritaires» et voir leur accréditation annulée. Des dizaines de journalistes ont eux tout simplement renoncé à leur badge d'accès, préférant ne pas se soumettre au diktat du secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth.

Dernier coup de canif contre la liberté d'expression: six étrangers ont vu leur visa révoqué après avoir publié des posts critiques au sujet de l'influenceur ultraconservateur Charlie Kirk, auquel Donald Trump vient de remettre à titre posthume la médaille présidentielle de la liberté. Les restrictions posées par l'administration

Trump à la liberté d'expression inquiètent jusque dans les rangs républicains, qui craignent un mouvement «woke» inversé. Bastions de la liberté d'expression, les universités sont aussi dans la ligne de mire de la Maison-Blanche, qui s'en est violemment prise à plusieurs établissements réputés dont Harvard, Columbia et Cornell, qui auraient laissé des étudiants antisémites sévir sur les campus. Aujourd'hui, Donald Trump leur propose un accord par lequel elles obtiendraient des fonds fédéraux si elles s'alignent sur les desiderata présidentiels, à savoir limiter le nombre d'étudiants étrangers et protéger les porteurs du conservatisme. Une ingérence jugée inadmissible par nombre de responsables universitaires, soucieux de l'indépendance académique de leur institution. Plusieurs alma mater ont d'ailleurs déjà signifié leur refus de conclure l'accord en question. Enfin, dans un décret présidentiel intitulé «Restaurer la vérité et la raison dans l'histoire américaine», Donald Trump somme désormais les musées de la Smithsonian Institution à Washington de supprimer «l'idéologie centrée sur la race». Le secrétaire général de l'institution, Lonnie Bunch, insiste pourtant: pour préserver l'intégrité historique des musées, ceux-ci doivent garder leur indépendance. ■